



Une banque suisse plie sous le poids de la corruption

La Falcon Private Bank, basée à Zurich, a effectué des virements frauduleux depuis la banque malaisienne 1MDB, notamment sur le compte bancaire du premier ministre malaisien de l'époque

Par [Matt Mulberry](#) et [Nile Bowie](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2020

[Asia Times](#) 15 mai 2020

Région : [Asie](#), [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

NEW YORK et SINGAPOUR – Falcon Private Bank, un gestionnaire de fortune basé à Zurich impliqué dans le transfert de fonds prétendument illicites sur le compte bancaire personnel du Premier Ministre malaisien de l'époque, Najib Razak, est en négociation avancée pour vendre ses actifs et cesser ses activités, mettant fin à une lutte de quatre ans avec les Autorités suisses et d'autres régulateurs financiers.

La disparition de la banque fait suite à une série de pertes annuelles consécutives accumulées depuis 2016, lorsque l'Autorité suisse de surveillance des Marchés financiers (FINMA) a constaté qu'elle avait violé la réglementation sur le blanchiment d'argent dans ses transactions avec le fonds d'État *1Malaysia Development Berhad (1MDB)* en ne procédant pas à des contrôles de conformité adéquats.

Avec l'aide du Ministère américain de la Justice, les Autorités suisses ont déterminé que Falcon avait approuvé des dizaines de transferts frauduleux, dont un transfert de 681 millions de dollars américains d'un compte de la succursale de Singapour de la banque vers le compte personnel *AmBank* de Najib en mars 2013.



Le logo de la 1MDB sur la fenêtre d'un bus à Kuala Lumpur, le 17 février 2017. Photo : AFP via NurPhoto/Chris Jung

Singapour a ensuite retiré à *Falcon* sa licence bancaire et a emprisonné son directeur de succursale pour non-respect des règles de lutte contre le blanchiment d'argent. La banque a résisté aux sanctions réglementaires et a tenté de se réinventer en tant que gestionnaire d'actifs en crypto-crédit à la suite du scandale, avec le soutien financier de son actionnaire *Aabar*, la branche d'investissement financier du fonds d'État d'Abou Dhabi, *Mubadala Investment Company*.

Mais ces importantes injections de capitaux de la part de son actionnaire n'ont pas suffi à renverser la tendance déficitaire de l'entreprise.

« *Nous ne savons pas quelle a été l'ampleur de l'injection d'Aabar, mais il est clair que le soutien financier et l'engagement ont été suffisants pour que Falcon se lance dans ce nouveau business plan* », a déclaré Katharina Bart, collaboratrice principale chez [Finews](#), une société de vente de services financiers basée en Suisse.



La banque privée Falcon, basée à Zurich, ne s'est jamais remise des accusations de blanchiment d'argent liées à la 1MDB. Photo : Facebook

Roberto Grassi, le président de la société, a annoncé le 11 mai que « *la cessation contrôlée des activités bancaires de Falcon est la meilleure façon de protéger les intérêts de nos partenaires* », un résultat que les observateurs de l'industrie attribuent principalement, mais pas uniquement, aux dommages de réputation causés par son rôle dans le scandale de 1MDB, qui a coûté plusieurs milliards de dollars.

Quelques jours avant que *Falcon* ne rende publique sa décision de mettre fin à ses activités, le Département US de la Justice (DoJ) a annoncé qu'il avait conclu un accord pour récupérer plus de 49 millions de dollars d'actifs que l'ancien directeur de *Falcon*, Khadem al-Qubaisi, avait obtenus en utilisant des fonds détournés du fonds d'État malaisien et blanchis par des institutions financières dans plusieurs juridictions.

Les Autorités américaines et malaisiennes estiment que 4,5 milliards de dollars ont été détournés de la 1MDB entre 2009 et 2014. Ces fonds ont été utilisés de diverses manières pour acquérir des œuvres d'art rares de Vincent Van Gogh et Claude Monet, acheter des propriétés de luxe à New York, Los Angeles et Londres, et financer la production du film à succès d'Hollywood « *Le Loup de Wall Street* ».

La plainte du DoJ pour confiscation d'actifs décrit plusieurs transactions incluses dans l'accord conclu le 6 mai, et allègue en outre que 472 millions de dollars ont été détournés d'un compte contrôlé par le financier malaisien fugitif Low Taek Jho, mieux connu sous le nom de Jho Low, vers un compte détenu par Al-Qubaisi à la *Banque Privée Edmond de Rothschild* au Luxembourg.

La majorité de ces fonds restent gelés dans les juridictions financières du monde entier dans le cadre d'une enquête internationale en cours sur les opérations de la 1MDB, bien qu'une partie importante n'ait pas été retrouvée par les Autorités américaines et suisses.

Près de 1,1 milliard de dollars d'actifs associés à la 1MDB ont été récupérés à ce jour. Al-

Qubaisi purge actuellement une peine de 15 ans de prison aux Émirats arabes unis après avoir été reconnu coupable de charges non précisées en juin 2019.



Une enseigne pour le fonds d'État 1Malaysia Development Berhad à Kuala Lumpur. Photo : AFP

Après sa condamnation, des représentants de la *Cour pénale* d'Abou Dhabi ont été cités dans le *Wall Street Journal*, indiquant seulement qu'Al-Qubaisi avait été condamné pour « usage illégal de sa fonction et appropriation illégale de 149 millions d'euros après avoir vendu des actions qu'il possède pour la société qu'il dirige, sans révéler le propriétaire des actions, pour 210 millions d'euros ».

Les fonctionnaires du tribunal ont également affirmé que les accusations n'avaient rien à voir avec le rôle d'Al-Qubaisi dans le scandale de la *IMDB*. Al-Qubaisi a été condamné aux côtés de son ancien adjoint et directeur général de la banque *Falcon*, Mohamed Ahmed Badawy al-Husseiny, qui a reçu une peine de 10 ans de prison pour « avoir fait usage illégal de sa profession et facilité le détournement de l'argent de la société par M. Qubaisi ».

Mais à part les justifications énigmatiques des fonctionnaires du tribunal d'Abou Dhabi pour condamner Al-Husseiny et Al-Qubaisi à la prison, il y a eu jusqu'à présent peu de clarté et sans doute beaucoup moins de justice concernant leurs transactions sur la *IMDB*. La décision d'Al-Qubaisi de céder des biens illégalement acquis au DoJ, cependant, confirme un degré de culpabilité qui ne pouvait être que spéculé auparavant, selon les observateurs.

Tous deux avaient été directeurs généraux de la société mère de *Falcon*, *Aabar*, tandis qu'Al-Qubaisi avait été directeur général de la société mère d'*Aabar* à l'époque, l'*International Petroleum Investment Company* (IPIC), un fonds public acquis par Mubadala en 2017 à la suite d'allégations de corruption liées aux transactions qu'il avait effectuées avec *IMDB*.

L'IPIC a garanti deux obligations distinctes libellées en dollars pour *IMDB* en 2012, tandis que *Goldman Sachs* a été recruté moyennant une commission exorbitante de 600 millions de dollars pour vendre les obligations aux investisseurs. Selon la plainte pour confiscation déposée par le DoJ, M. Low a travaillé main dans la main avec Al-Qubaisi et Al-Husseiny pour

détourner le produit des obligations vendues sur la garantie de la très riche IPIC.

Les deux dirigeants de *Falcon* ont reçu des pots-de-vin à sept chiffres après avoir créé des sociétés offshore dans les îles Vierges britanniques et aux Seychelles sous le nom d' »*Aabar*« , espérant apparemment faire croire aux contrôleurs et aux enquêteurs que ces sociétés étaient contrôlées par la filiale de l'IPIC, par laquelle plus de 2,5 milliards de dollars de produits des obligations ont été illégalement acheminés.

Mais pour certaines des transactions les plus importantes et les plus critiques, al-Qubaisi et al-Husseiny se sont tournés vers leur propre banque, *Falcon*, où les deux hommes ont siégé au Conseil d'administration et ont finalement utilisé leur position pour autoriser le désormais tristement célèbre transfert de 681 millions de dollars d'une société offshore contrôlée par le financier fugitif Low sur le compte personnel de Najib.



L'homme d'affaires malaisien Low Taek Jho, également connu sous le nom de Jho Low, se cache peut-être en Chine. Photo : AFP

Un faux contrat de prêt établi par Low et al-Husseiny pour justifier cette transaction a été, selon le DoJ, rejeté par Eduardo Leemann, alors PDG de *Falcon*, qui a décrit le document comme « *au mieux amateur* » et « *une blague* ». Malgré les avertissements de Leemann, al-Husseiny a réussi à faire passer cette audacieuse transaction.

Selon le témoignage de l'ancien dirigeant de la *IMDB*, Shahrol Azral Ibrahim Halmi, le Premier Ministre de la Malaisie de l'époque aurait distribué les fonds à ses alliés politiques afin d'obtenir des voix pour sa coalition *Barisan Nasional* (BN), qui a remporté les élections générales de mai 2013.

Le reste des recettes des obligations a été ré-acheminé par la filiale de *Falcon* à Singapour vers d'autres investissements mondiaux gérés par Low, selon les médias et les enquêtes liées à la *IMDB*.

Le premier ministre Najib a été renversé lors des élections générales de mai 2018 et il est actuellement jugé pour corruption en Malaisie avec des membres de sa famille immédiate pour avoir prétendument bénéficié de fonds détournés de la *IMDB*. L'ancien Premier ministre, âgé de 66 ans, nie toutes les accusations portées contre lui.

Low reste un fugitif recherché et on dit souvent qu'il se cache en Chine, où les entreprises qu'il possède sont toujours actives. Il n'a pas pu être joint pour commenter cet article.

Pour *Falcon*, le scandale de la *1MDB* a été le début de la fin. Leemann a démissionné de son poste de PDG de *Falcon* en septembre 2016 et a été remplacé par Walter Berchtold, ancien directeur du *Crédit Suisse*, auquel a succédé en 2017 Martin Keller, également ancien cadre du *Crédit Suisse*.

Malgré les changements de direction et les tentatives d'innovation dans la stratégie commerciale de la banque, les efforts de *Falcon* sont finalement restés vains. Les actifs sous gestion seraient tombés de 14 à 10 milliards de francs (10,2 milliards de dollars) en raison de l'intervention des régulateurs financiers, tandis que les employés et les clients clés se dirigeaient vers la sortie.

Fin avril, un rapport de Reuters a cité des sources affirmant que la FINMA était sur le point de révoquer la licence bancaire de *Falcon* au motif qu'elle ne répondait pas aux exigences réglementaires alors qu'elle cherchait à réorganiser ses activités dans les années qui ont suivi le scandale *1MDB*.



L'ancien Premier Ministre malaisien Najib Razak s'entretient avec les médias à la Haute Cour de Kuala Lumpur après une audience dans l'affaire de fraude financière 1MDB, le 25 octobre 2018. Photo : AFP via l'Agence Andalou/Adli Ghazali

Le chien de garde financier Suisse n'avait cependant pas annulé la licence bancaire de *Falcon* lorsque *Asia Times* a été mis sous presse.

Les observateurs de l'industrie estiment que la société ne pourra perdre sa licence qu'une fois ses actifs liquidés et les portefeuilles de clients cédés, un processus qui peut prendre jusqu'à deux ans. Il n'est pas certain que la situation déficitaire de la banque ou la menace imminente d'une suspension de la licence bancaire, ou les deux, aient précipité sa décision de mettre fin à ses activités.

« C'est probablement incommunicable », a déclaré Bart à *Finews*. « La FINMA ne divulgue pas les cas où elle menace de révoquer une licence bancaire, c'est aussi un événement extrêmement rare. Falcon a peut-être anticipé cette situation en mettant fin à ses activités ».

Falcon n'a pas répondu à la demande de commentaires envoyée par *Asia Times* pour cet article. Un communiqué de presse daté du 11 mai, disponible sur son site web, indique que la cessation de ses activités bancaires se fera dans le courant de l'année 2021.

L'entreprise affirme qu'elle maintiendra ses obligations envers ses clients et ses parties prenantes et qu'elle offrira « un plan social équitable » aux employés concernés.

L'échec du gestionnaire de fortune privée à rompre avec son passé *IMDB* et à se réinventer avec succès « a été le problème principal », a ajouté M. Bart. « La question de la licence est simplement emblématique des problèmes plus importants de la banque ».

Matt Mulberry depuis New York, Nile Bowie depuis Singapour.

Article original en anglais : [Swiss bank folds under IMDB corruption cloud](#), *Asia Times*, le 15 mai 2020.

Traduit par Michel, relu par jj pour [Le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)

Copyright © [Matt Mulberry](#) et [Nile Bowie](#), [Asia Times](#), 2020

Articles Par : [Matt Mulberry](#) et
[Nile Bowie](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca